

OUM-EL-BOUAGHI

Faire le plein, un calvaire pour les automobilistes

La rareté de l'essence à Oum-El-Bouaghi est un calvaire pour les automobilistes et elle se poursuit toujours. Pendant la journée, on peut voir de longues files d'attente dans la seule et unique station d'essence de la capitale des Haraktas.

Les citoyens, qui sont très remontés contre les autorités, se montrent perplexes quant à l'arrivée d'une cargaison de carburant ce dimanche. Ils invitent les autorités de la wilaya à réaliser plusieurs stations dans la ville, afin d'éviter ce genre de situation.

Un autre problème réside dans le manque de personnel dans cette station, les automobilistes se demandent où est passé le personnel de la station fermée il y a trois ans.

Des dizaines de conducteurs, galon en main, des véhicules placés en série qui créent des embouteillages,... c'est le décor de l'unique pompe à essence au centre-ville depuis la fermeture de la station qui se trouvait à proximité de l'université. Ici, une seule pompe fonctionne dans cette station d'approvisionnement qui ne dispose que de l'essence et de diesel. Le pompiste annonce sa fermeture dans 2 heures, c'est l'échauffourée totale. Chauffeur de taxi, propriétaire de véhicule privé ou autres, ils s'entredéchirent pour s'approvisionner.

Situation oblige, deux agents sont sur place. Il est midi, Mohamed est là depuis 1 heure. L'essence est indispensable pour ce chauffeur de taxi, qui doit nourrir ses 5 enfants. Il montre sa déception.

«A Oum-El-Bouaghi, l'unique station d'approvisionnement au centre-ville, c'est vraiment anor-

mal et angoissant pour une population de 80 000 habitants !»

Djamel est pompiste, il attend lui aussi l'arrivée de la cargaison. La crise de carburant est due au manque flagrant de stations dans cette ville et au retard enregistré dans l'arrivée et le débarquement des cargaisons.

La seule station au chef-lieu de wilaya est débordée. Le responsable de la station en est bien conscient, mais aucune solution n'est envisagée pour le moment.

Benzaïm A.



Photo : DR

GUELMA

Le diktat des transporteurs clandestins et faux chauffeurs de taxi

Ces derniers temps, le phénomène des faux taxis ne cesse de prendre de l'ampleur dans la région de Guelma à tel point que les citoyens n'arrivent pas à reconnaître les vrais des faux.

Après les clandestins, c'est au tour de ces prétendus transporteurs sillonnant les artères de la ville de Guelma de contrevenir aux dispositions réglementaires qui régissent cette activité. «Pour transporter les citoyens, ils utilisent des véhicules portant un accessoire affichant la mention «taxi», sans pour autant disposer d'un agrément et d'autorisation de circulation», nous déclare un représentant du syndicat des artisans-taxis de Guelma. Ce

dernier qui se dit particulièrement scandalisé par cette pratique, confie que ces collègues font face à une concurrence déloyale et acharnée, imposée par ces faux chauffeurs de taxi.

A cela s'ajoute le phénomène des clandestins, qui n'est certes pas nouveau, mais qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Les Guelmis ont sans doute constaté que de plus en plus de personnes s'adonnent à cette pratique pour arrondir leurs fins de mois difficiles. Généralement, il s'agit de retraités, de jeunes chômeurs ou de certains fonctionnaires qui veulent vivre au-dessus de leurs moyens. Ces clandestins détournent la clien-

tèle à la gare routière, au boulevard Soudani-Boudjemââ, à la cité des frères Rahabi, à la route de Sedrata.

Cette situation est qualifiée d'alarmante par le syndicat des chauffeurs de taxi de Guelma ; de plus, ces derniers craignent les dangers encourus par les usagers, notamment les personnes vulnérables qui ne sont pas à l'abri des actes d'agression.

Un appel urgent est donc lancé aux autorités compétentes pour mettre un terme à ces agissements qui pénalisent fortement les artisans-taxis et qui mettent en péril la sécurité du citoyen.

Noureddine Guergour

SESSION DE L'APW DE MILA

A qui profite l'anarchie du foncier ?

Le foncier à Mila représente incontestablement le point noir et la source de toutes les dérives, les convoitises, les blocages et les tergiversations qu'a connus le développement dans cette wilaya.

De l'avis même des premiers concernés dans ce domaine, la situation est loin d'être maîtrisée ni maîtrisable ! En effet, à se fier aux rapports présentés à l'occasion de la 4^e session ordinaire de l'APW, ouverte hier, par les responsables des domaines publics de l'Etat, de la Conservation foncière, du Cadastre et de la commission économique et financière de l'APW, Mila fait face à une situation anarchique et inextricable dans ce domaine !

Quand le directeur de wilaya des Domaines, en place depuis quelques années et dont la compétence et l'engagement dans le défrichage de ce terrain miné ne sont plus à démontrer, soulève les embuches et les innombrables difficultés, ne serait-ce que pour déterminer la nature juridique ou l'appartenance d'une telle ou telle autre assiette foncière, encore moins pour définir les limites exactes ou confirmer l'identification d'un tel propriétaire ou tel autre pseudo, ou interférer dans les perpétuels litiges opposant les uns aux autres, cela donne à réfléchir.

Plus compromettant encore lorsqu'il soulève la problématique de l'expropriation, affirmant qu'un grand nombre d'arrêtés d'expro-

priation n'a pas été publié malgré l'indemnisation des ex-propriétaires, d'où l'impossibilité de procéder au transfert de propriété, à l'exemple du barrage Beni Haroun, de l'autoroute Est/Ouest.

Parlant de Mila, chef-lieu de wilaya, ledit rapport mentionne la non-publication d'au moins 16 décisions de justice, ayant trait à la réalisation d'équipements publics sur des terrains privés, mais ayant fait l'objet d'indemnisation par voie judiciaire par l'APC, sans que le transfert de propriété ne soit effectué !

Le rapport met également le doigt sur un fléau aussi désastreux mais pas fortuit car lié aux autres, en l'occurrence le phénomène des constructions anarchiques et illicites, véritable nécrose urbanistique qui saigne le portefeuille foncier au détriment des projets et autres programmes d'équipements. Mais qui sont derrière cet état de fait plus que préjudiciable à la collectivité locale et nationale et à qui profite cette embrouille ? Un ex-wali de Mila, en l'occurrence Djamel Eddine Salhi (2005-2010) a même promis, lors d'une session de l'APW, d'ouvrir une enquête à ce sujet mais rien depuis !

Pour y remédier temporairement, le directeur des Domaines préconise quelques solutions à l'intention des responsables en charge, opter pour l'acquisition auprès des propriétaires privés de terrains situés dans les périmètres urbains ou susceptibles de l'être et la réalisation de plans d'aménagement et d'urbanisme, intercommunaux à l'instar de ce qui a été fait entre Mila-Zeghaïa-Oued Endja-Aïn Tine et Sidi Merouane.

La lutte implacable contre les constructions illicites et anarchiques en mettant en œuvre la batterie de lois et réglementations y afférentes. Pour ce qui est du foncier industriel, très demandé en somme, le responsable soumet la création d'une zone d'activités (ZAC) par commune, afin de permettre au maximum de dossiers soumis au Calpiref d'aboutir.

Pour ce qui est de l'investissement privé, la direction des Domaines mentionne avoir attribué 59 lots (dans le cadre de l'ancienne réglementation) d'une superficie globale de 17 ha 57 ares et 4 ct. Dont 44 projets réalisés et 15 toujours en instance. 78 autres dossiers d'investissements ont été déposés dans le cadre de l'ordonnance 04/08 et 96 pour les lots situés à l'intérieur des ZAC, régis par l'Agence foncière de wilaya, tous en instance de traitement.

Dans le cadre de la nouvelle politique accordant le droit de jouissance sur les terres agricoles, conformément à la loi 03/10 du 15 août 2010, 2 425 actes ont été établis dont 1 793 sont déjà publiés et 1 392 remis à l'Office national des terres agricoles (ONTA), pour un total de 3 005 dossiers approuvés.

En application du décret exécutif 03/269 portant cession des biens de l'Etat et des OPGI, les services des Domaines ont procédé à l'évaluation de 3 530 biens d'un ensemble de 3 722 dossiers reçus et ont établi 1 604 actes de cession.

Pour ce qui est du déclassement des terres agricoles, pour la réalisation de différents projets d'équipements publics, Mila étant une wilaya agricole par vocation, 122 propositions ont été soumises à la Commission nationale dont une centaine a déjà reçu l'accord pour déclassement, en attendant la suite.

D'autres dossiers à l'instar de l'énergie et des mines, de la culture et de l'administration locale ont été passés en revue et débattus durant cette session de l'APW qui a connu un retard considérable dans sa programmation, dû essentiellement aux préparatifs de la visite du Premier ministre à Mila et qui, elle-même a été annoncée et reportée à maintes reprises.

Abdelmadjid M'haïmoud

KHENCHELA :
CENTRE
DE FORMATION
DE TAMZAPlus de
18 stagiaires en
arbres fruitiers
sur le terrain

Après plusieurs mois de formation au sein du centre de formation de Tamza, plus de 18 stagiaires spécialistes en verger et dans le suivi d'arbres fruitiers ont reçu leurs diplômes de la part des autorités locales lors une cérémonie d'honneur organisée à leur profit par la direction du centre.

Le directeur de cet établissement de formation, M. Lakhzoum Lamine, a déclaré au *Soir d'Algérie* que les spécialités dont dispose ce centre répondent aux attentes du marché de l'emploi et aux besoins de la wilaya dans le cadre de la dotation des différentes directions et entreprises publiques et privées en main-d'œuvre.

Notre interlocuteur ajoute que le staff pédagogique et administratif a mis à disposition tous les moyens matériels et humains pour la réussite de cette formation et opter pour la qualité et non pas la quantité.

Notons que cette cérémonie a été suivie de plusieurs activités sportives au profit de tous les stagiaires.

B. A.